

Journée d'études

RT 43 Sociologie et religions

RT 35 Sociologie des mondes associatifs

mardi

10 h 4
18 h

juin
2019



RELIGIONS et ASSOCIATIONS

Université Paris Nanterre

Bât. Weber, salle de conférences

Cette journée est organisée par les réseaux thématiques « Sociologie et religions » (RT 43) et « Sociologie des mondes associatifs » (RT 35) de l'Association française de sociologie (AFS), avec le soutien de l'AFS, de l'IDHE.S Nanterre et du Centre Maurice Halbwachs.

Comité d'organisation

Constance **CHEYNEL** | Université Paris Dauphine – PSL, IRISSO

Yannick **FER** | CNRS, Centre Maurice Halbwachs

Gwendoline **MALOGNE-FER** | Centre Maurice Halbwachs

Camille **MARTIN** | Université Lyon 2, Centre Maurice Halbwachs

Sophie **RÉTIF** | Université Paris Nanterre, IDHE.S

Sbeih **SBEIH** | LabexMed, Aix-Marseille Université, Iremam

Comité scientifique

Julien **BEAUGÉ** | Université de Picardie, Curapp

Axelle **BRODIEZ-DOLINO** | CNRS, Centre Norbert Elias

Claude **DARGENT** | Université Paris 8, Cresppa

Johanna **SIMÉANT-GERMANOS** | ENS, Centre Maurice Halbwachs

et les membres du comité d'organisation

© Gordon McIntyre, [Red Cross and Crescent](#), Genève, Museum of Red Cross and Red Crescent, 20 juillet 2008.

Conception et réalisation : Delphine Mondout | Université Paris Nanterre, IDHE.S



RELIGIONS et ASSOCIATIONS

Cette journée d'étude entend renouer le dialogue entre la sociologie des mondes associatifs et la sociologie des religions. Elle vise notamment à décloisonner l'objet religieux en montrant dans quels contextes et selon quelles modalités les institutions et acteurs religieux recourent au statut associatif (loi 1901). La forme associative a une incidence sur les modes d'organisation collective, de légitimité et de prise de décision ainsi que sur les stratégies de respectabilité et de visibilité. Elle permet une reconnaissance étatique et des subventions publiques qui s'accompagnent d'une participation croissante d'associations d'origine confessionnelle à l'action sociale, humanitaire et à la politique de la ville dans un contexte de désengagement ou de délégation de l'État. Cette configuration invite à une réflexion renouvelée sur les processus de (dé)confessionnalisation et de (dé)politisation de ces associations et sur le rapport que les bénévoles, travailleurs et militants associatifs entretiennent avec la hiérarchie et l'institution religieuses.



10 h Introduction

10 h 15 **Approches sociohistoriques**

Discutant Claude **DARGENT** | Université Paris 8, CRESPPA

Raberh **ACHI** | doctorant en science politique, Centre Maurice Halbwachs

L'association, un lieu de contestation de l'ordre colonial ?

Le cas des associations culturelles musulmanes : débats et pratiques (1905-1962)

En 1905, le Parlement décida d'appliquer la loi de séparation des Églises et de l'État à l'Empire colonial. Les modalités de sa transposition furent définies en dehors du cadre de la délibération parlementaire et les services ministériels décidèrent des territoires coloniaux visés par la loi. L'association culturelle, au cœur du nouveau régime des cultes, fut présentée comme un risque de trouble à l'ordre public colonial dans l'hypothèse notamment où l'islam s'en emparerait. À partir de l'examen des archives ministérielles (Ministères des Colonies et de l'Intérieur), du Conseil d'État ou encore de l'administration algérienne, il s'agira d'abord d'analyser les débats qui menèrent à l'exclusion des territoires coloniaux à majorité musulmane du champ d'application de la loi – à l'exception des départements d'Algérie où la contrainte juridique était plus forte – en raison précisément de la liberté d'association. Il s'agira ensuite de se focaliser sur la situation algérienne car l'administration y détourna la nouvelle législation pour donner un cadre à un « islam officiel ». Or, des acteurs religieux exclus de cette organisation légitimiste profitèrent de la liberté associative pour constituer un réseau concurrent. Ils contestèrent ainsi cette « religion officielle » structurée et, à travers elle, l'ordre colonial.

Laure MOUCHARD | doctorante en sociologie, Centre Norbert Elias / EHESS-Marseille

Socio-histoire d'une entreprise collective d'aide aux populations tsiganes en France

Coexistence et concurrence du phénomène associatif et des acteurs du monde catholique à partir de 1948

Après la Seconde Guerre mondiale, les populations Tsiganes de France font l'objet d'une préoccupation grandissante et diverses institutions sont créées qui participent de concert au développement d'une entreprise collective d'aide et d'étude de ces populations. Petit à petit s'organisent alors deux pôles : le premier dépendant de l'Aumônerie nationale catholique des Gitans créée en 1948, le second lié au développement de l'association et revue *Les Études Tsiganes* (1950) et du Comité National d'Information et d'Action sociales pour les gens du voyage et personnes d'origine nomade (CNIN 1960) qui prennent quant à eux des optiques résolument a-confessionnelles en vue notamment de s'assurer des financements publics. À mesure que le nombre d'associations a-confessionnelles croît en région, l'action sociale catholique se densifie elle aussi et une association nationale se constitue, Notre-Dame-des-Roulottes, qui publie dès 1967 sa propre revue *Monde Gitan*. Alors qu'ils étaient à leurs prémises tout à fait consubstantiels et perméables s'ouvre entre ces deux pôles un jeu de négociations et de concurrences qui touche à la définition de leurs objets et publics respectifs. Après avoir mis en lumière l'importance des engagements religieux dans la constitution et la structuration des associations non-confessionnelles affiliées au CNIN, nous rendrons compte d'une des lignes de partage qui apparaît entre ces institutions, liée à la capacité ou non des différents acteurs de porter une critique à l'égard des pouvoirs publics.

11 h 30

Pause



11 h 45

Conservatismes et rapports à la forme associative

Discutant Julien BEAUGÉ | Université de Picardie, CURAPP

Sami ZEGNANI | MCF en sociologie, Université de Rennes, Arènes

Le mouvement associatif de la salafiya

Effets de contextes sur les formes ordinaires de l'engagement

Cette communication a pour objectif d'examiner les rapports entre le salafisme quiétiste et le monde associatif. Théologiquement, la mouvance salafie entend renouer avec ce qu'elle considère comme l'islam authentique, supposément pratiqué par les trois premières générations de l'islam. Ainsi dans cette perspective religieuse, la participation politique par le vote, la manifestation, la syndicalisation ou encore le droit de grève est totalement proscrite car elle est considérée comme une innovation occidentale profane, bien loin, selon eux, de la pure tradition musulmane. Ce rejet de la participation s'est accompagné d'une aversion pour toute forme d'innovation organisationnelle et c'est donc ainsi que théoriquement la forme associative au cours de l'émergence du salafisme en France, est apparue aux yeux des salafis comme un modèle organisationnel interdit dans les années 1990 et au début des années 2000. Cependant, au fur et à mesure de la diffusion du mouvement dans les quartiers populaires, les rapports parfois conflictuels entretenus entre les salafis et les gestionnaires des lieux de prières ont amené les premiers à revoir leurs positionnements vis-à-vis de l'activité associative pour obtenir parfois une indépendance dans leur pratique du culte. Comment les salafis mêlent-ils les codes de la culture associative et ceux du salafisme ? Comment conçoivent-ils les écarts avec le dogme susceptibles d'émerger de l'activité associative (élections, mixité sexuelle etc.) ? Les résultats présentés reposent sur deux travaux ethnographiques réalisés entre 1999 et 2006 dans deux villes de la région parisienne (Zegnani, 2013) puis entre 2015 et 2017 en province (Zegnani, 2017).

Mélodie GAUGLIN | doctorante en science politique, Centre Max Weber, ENS Lyon

Traduction et appropriation des prescriptions du Saint Siège et du Conseil Pontifical de la Famille dans les associations d'éducation sexuelle et affective

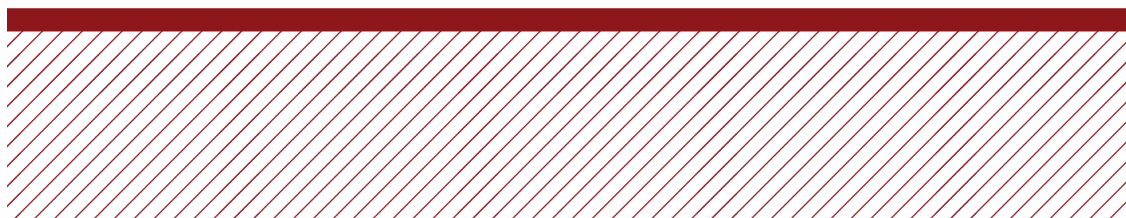
Cette communication aura pour but d'interroger le rôle et le discours d'associations d'éducation sexuelle et affective visant à promouvoir une morale familiale, sexuelle et amoureuse indexée sur les prescriptions de l'Église catholique en la matière. Ces instances de formation sont prisées par les militant-es catholiques traditionalistes qui, face à un changement social qu'ils et elles perçoivent comme un dévoiement moral, entendent reproduire et transmettre leurs normes en matières de sexualité et de vie affective.

Les associations qui seront présentées axent leurs propos et leurs formations autour de thèmes tels que la sexualité « responsable », la respectabilité et la légitimité des rapports sexuels, la primauté des rapports et relations hétérosexuels, la différenciation des sexes (affichée comme « complémentarité »), la promotion de méthodes naturelles d'espacement des naissances, la lutte contre ce qui est fréquemment appelé la « mentalité contraceptive » au sein de ces milieux, une mise en garde contre la pornographie et la masturbation.

Par une analyse de documents récoltés sur notre terrain de recherche, de sites internet des associations, des situations d'observation participante et des extraits d'entretiens menés avec des monitrices d'éducation sexuelle et affective et plus généralement des femmes ayant fréquenté ces lieux (en tant qu'adolescentes ou en tant que mères accompagnantes), nous tenterons de montrer comment les prescriptions de l'Église sont retraduites dans les discours de ces associations et le contenu formateur qu'elles proposent.

13 h

Déjeuner



Baptiste BRODARD | doctorant au centre Suisse Islam et Société, Université de Fribourg

Action sociale musulmane et engagement associatif

Les dilemmes de l'affichage de l'identité religieuse

Des organisations musulmanes proposent des projets d'action sociale à l'échelle locale. Cet engagement d'acteurs motivés par leur foi ou leur identité religieuse constitue une action sociale à la fois identitaire et confessionnelle, et prend de plus en plus la forme associative en cherchant notamment la reconnaissance d'intérêt public. En quête de financement, ces associations cherchent à établir des partenariats à la fois publics et privés. Elles sont alors traversées par un dilemme : doivent-elles assumer et revendiquer leur identité religieuse, ou plutôt se présenter comme des organisations caritatives universalistes en occultant leur composante religieuse ? Cette question est au cœur des réflexions stratégiques relatives au positionnement identitaire de ces associations. En sus de la question de la problématique religieuse, ces dernières doivent aussi gérer leurs liens communautaires avec les courants islamiques et les mosquées en raison de cette même pression externe. Certaines d'entre elles optent alors pour l'indépendance et l'éloignement de leur enracinement communautaire de base. À partir d'une étude de cas de plusieurs associations musulmanes investies dans l'action sociale en France et en Suisse, cette communication se propose d'approfondir la problématique de la revendication identitaire et du positionnement public de ces associations, qui oscillent entre la référence explicite à leur appartenance communautaire et l'occultation de leur identité religieuse en fonction des contextes.

Thomas CHEVALLIER | doctorant en science politique, Université Lille 2, CERAPS ; Humboldt Universität zu Berlin, Centre Marc Bloch

Pastorale ou lien social, même dépolitisation ?

L'Église avec et contre l'État dans une association de quartier à Lille

À travers le cas d'une association d'animation sociale initiée en 2002 par l'Église et des acteurs catholiques dans un quartier populaire de Lille, cette communication s'intéresse à la rencontre entre « la pastorale » et la politique de la ville et aux processus que cette rencontre a engendrés

dans cette association durant ses quinze années d'existence. À partir des matériaux collectés à travers une enquête ethnographique de plus de cinq ans, elle s'articule en deux temps : le premier vise à comprendre les processus et pratiques ayant conduit à la convergence du diocèse et de la municipalité, mais aussi de travailleurs et de bénévoles issus des sociabilités catholiques avec d'autres issus de milieux populaires, vers un commun projet de création de « lien social » et de « convivialité », et vers une participation déconflictualisée à l'action publique de quartier. Un deuxième temps est toutefois consacré aux secousses conflictuelles déclenchées par les manœuvres du diocèse pour reprendre la main sur l'association et les locaux qu'il continue à fournir. Ces efforts pour, d'abord de manière détournée, puis de manière plus directement autoritaire, mettre en demeure les cadres salariés et bénévoles de l'association de revenir à un « projet pastoral » sont à lire comme une réminiscence de la prétention universaliste de l'Église dans un contexte où elle est de plus en plus devenue une institution « partenaire » de l'action publique.

Vianney SCHLEGEL | doctorant en sociologie, Université de Lille, Clersé

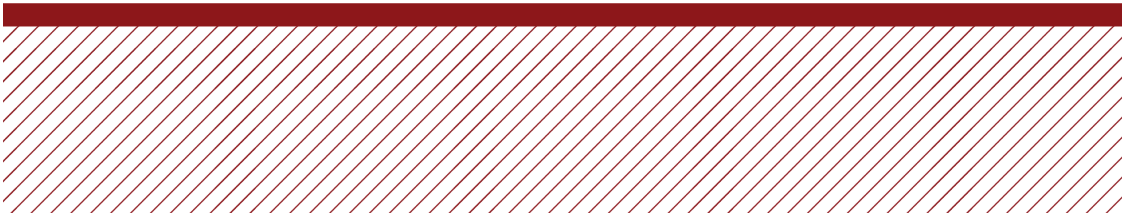
De l'évangélisation à l'action sociale

La prise en charge des personnes sans-domicile par l'action sociale baptiste dans le Nord de la France

Cette communication restitue les évolutions de l'engagement d'un groupe de baptistes dans la prise en charge de la « question SDF », à partir des années 1980. Membres d'une « communauté de vie », ces baptistes assurent d'abord une mission d'évangélisation, progressivement retraduite en action caritative, puis médico-sociale, à destination des personnes sans-domicile. En s'affiliant à une fédération nationalement reconnue et en bénéficiant bientôt de subventions, les membres de la communauté voient leur initiative reconnue et l'inscrivent dans un processus de professionnalisation qui touche alors l'ensemble du secteur de la prise en charge des sans-domicile. Aujourd'hui, la communauté a laissé la place à une association de plus de 300 salariés, dont certains sont des membres fondateurs. À partir d'entretiens avec des membres de la communauté et de l'association, et à partir de documents d'archives, je propose d'analyser les trajectoires d'engagement, individuelles et collectives, de ces baptistes ainsi que leur rapport à la professionnalisation de la prise en charge des personnes sans-domicile. Cette communication se focalise principalement sur les quinze premières années de cet engagement, mais j'aborderai aussi la situation contemporaine de l'association.

16 h 30

Pause



Lucas FAURE | doctorant en science politique, IEP d'Aix-en-Provence, CHERPA

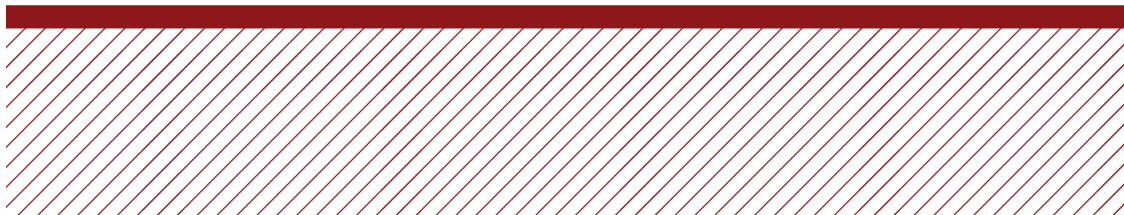
S'engager dans l'humanitaire islamique en France

Quand ethos religieux, dimension professionnelle et logiques de genre cohabitent

Cette communication ambitionne de présenter les organisations humanitaires islamiques françaises, en prenant comme porte d'entrée les significations accordées à l'engagement – bénévole ou professionnel – et en faisant émerger des clivages prononcés et des points de tension autour de « carrières militantes » types.

Premièrement, la conciliation dans une association d'un ethos religieux du don de soi, et de la montée d'un paradigme « managérial » (Lefèvre, Ollitrault, 2007) peut entraîner des frictions et des (dés)ajustements pour les membres, illustrés par le fort « turn-over » entre associations. Cette tension n'est pas propre aux ONG humanitaires musulmanes, mais se trouve renforcée par le contexte de suspicion relative qui les entoure et qui pousse ces organisations à être « irréprochables ». La mise en avant d'un « registre sécularisé » (Petersen, 2011) devient ainsi une stratégie déployée par les associations pour obtenir une reconnaissance institutionnelle.

Subséquentement, en éclairant la question religieuse en situation associative où le répertoire du travail se mêle à celui de l'engagement, il ressort que l'engagement humanitaire permet aux acteurs de vivre leur religion sans être stigmatisés. Dans une perspective de retournement du stigmate goffmanien, les ONG proposent une mise en forme acceptable de nombreuses revendications « minoritaires », qui apparaissent stigmatisées comme « communautaristes » lorsqu'elles sont exprimées uniquement comme « musulmanes ».



Élodie Ros | docteure en science politique, CRESPPA

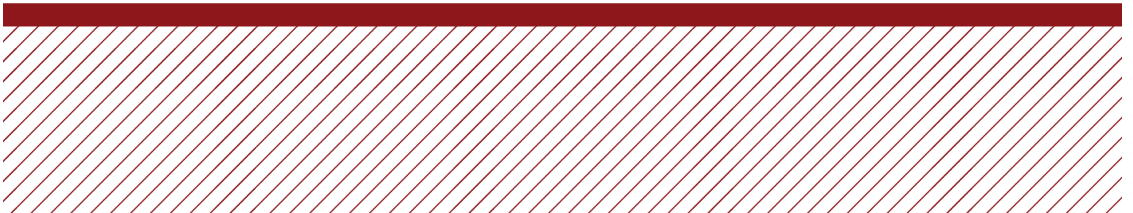
Actualité de l'influence de la culture militante des chrétiens de gauche au sein de l'économie alternative

Retour du spirituel et dépolitisation

Nombre des premiers militants de l'économie sociale et solidaire (ESS) en France ont été formés dans des organisations proches de l'action catholique spécialisée et y ont en partie forgé leur culture militante. Il existe des affinités électives entre les ressorts de l'ESS et certains principes de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne de France (JOC). Les militants initialement formés au sein des organisations catholiques de jeunesse ont investi les champs politique et associatif dans un mouvement d'ouverture et de déconfectionnalisation. La dimension spirituelle y est marginalisée au profit de la dimension militante et politique de leurs engagements. Le renouveau actuel de l'économie sociale et solidaire semble émerger dans un mouvement totalement inversé. D'un côté l'ESS est bousculée par une réappropriation de ses codes par des entreprises purement capitalistiques comme Uber ou AirBnB ou par l'entrepreneuriat social. Et de l'autre, comme dans un jeu de miroir, il semble que la religion fasse un retour « spirituel » dans ces mêmes milieux autour de la décroissance, des communs ou même de l'écologie. Cette culture militante d'origine chrétienne n'est alors plus le ferment d'une politisation des questions sociales mais à l'inverse d'une spiritualisation de ces mêmes questions sociales. Cette communication interroge cette dernière dynamique en faisant dialoguer de façon inédite deux matériaux d'enquête originaux. Le premier est issu de mon travail de thèse sur les militants du réseau pour une économie alternative et solidaire (REAS) et le deuxième repose sur une enquête menée auprès des militants du parti de la Décroissance.

18 h

Fin de la journée



Lieu

Université Paris Nanterre
bâtiment Max Weber (W), rez-de-chaussée, salle de conférences
200 avenue de la République
92 000 Nanterre

Informations

idhes.cnrs.fr/religions-et-associations/

